



[PAYS : BURUNDI]

ÉTAT D’AVANCEMENT DU PROJET EN MILIEU D’ANNÉE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE : JANVIER – JUIN 2016

Numéro de projet et titre :	PBF/BDI/A-12, numéro 00093148 "Renforcement de la réponse en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre au Burundi		
Organisation(s) récipiendaire (s)¹ :	ONUFEMMES Burundi		
Partenaires d’exécution (Gouvernement, agences de l’ONU, ONG etc.) :	Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre (Ministère de Tutelle) Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité Publique à travers la Direction Générale de la Police Nationale CNIDH		
Budget total approuvé² :	500000 \$		
Fonds engagés³ :	133705\$	% des fonds engagés / budget total approuvé :	26.74 %
Dépenses⁴ (information préliminaire) :	253554.89 \$	% des dépenses / budget total : (taux de dépense)	50.71%
Date d’approbation du projet :	Novembre 2014	Délai possible de la date de fin des opérations initialement prévue (nombre de mois)	30 mois
Date de démarrage du projet :	31 décembre 2014		
Date de fin des opérations initialement prévue :	31 décembre 2016		
Résultats du projet :	Résultat 1: Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés.		

¹ Il faut noter que dans les cas où plusieurs agences participent, un seul rapport doit être présenté.

² Le budget approuvé correspond au montant transféré aux organisations récipiendaires.

³ Les fonds engagés sont définis par les contrats de services et de travail conformément aux règles et procédures financières des organisations récipiendaires. Fournir les informations préliminaires.

⁴ Paiements réels (contrats, services, travail) effectués suivant les engagements.

5 Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l’économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d’emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l’autorité de l’état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

	Résultat 2: Les communautés sont sensibilisées et s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des VSBG pour une meilleure cohésion sociale.
Domaine de priorité du Fonds⁵	Etat de droit (Priorité 1.2)

Évaluation qualitative de l'état d'avancement du projet

<p><i>Pour chaque résultat attendu, veuillez donner des preuves de l'avancement (si elles existent) pendant la période du rapport.</i></p> <p><i>De plus, pour chaque résultat prévu, veuillez présenter brièvement les principaux produits déjà réalisés. (1000 lettres max. par résultat)</i></p>	<p>Résultat 1</p> <p>Ce projet visait une augmentation significative du % de clôture des dossiers VBG par la chaîne pénale afin que les droits des victimes soient protégés et mettre fin à l'impunité. Grâce à notre intervention, le % de clôture des dossiers VBG est passé de 42% au début du projet en janvier 2015 à 79% au mois de juin 2016, soit une augmentation de 37%. Le projet a donc déjà dépassé son objectif qui était de 20% d'augmentation sur deux ans. Ceci est dû à la mise en œuvre des chambres spécialisées ainsi que notre suivi avec le Mini-Justice des dossiers en suspens. Pour le premier semestre 2016, 137 dossiers VBG ont été traités en audiences spéciales dans les TGI de trois provinces. Pour rappel, en 2015, 454 dossiers ont été traités par les parquets et TGI de ces provinces. Les 40 OPJ ont vu leurs compétences renforcées en matière de lutte contre les VBG. Ceci a eu un impact également dans le traitement des dossiers VBG: 37 dossiers/mois alors qu' avant le projet, c'était en moyenn 7/mois.</p> <p>Résultat 2</p> <p>Les communautés sont sensibilisées et s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des VSBG pour une meilleure cohésion sociale. Ce projet a ciblé les administratifs comme personnes incontournables, pouvant contribuer à améliorer la réponse communautaire à la question des VSBG. Parmi les 3 provinces cibles du projet, la province de Gitega affiche un modèle à dupliquer où 63 réseaux locaux sont fonctionnels et dont la collaboration avec les autres acteurs a permis de régler 60% de conflits relatifs aux VSBG. Le cas concret est celui des communes Bukirasazi, Nyarusange et Gishubi de la province de Gitega où depuis la sous colline, les réseaux de lutte contre les VSBG sont opérationnels. Avec la réduction de moitié des conflits relatifs aux VSBG en ces communes, l'administration et la population profitent pour s'occuper essentiellement des questions de développement.</p> <p>Résultat 3</p>
--	---

	Résultat 4
<p><i>Y a-t-il des preuves que le projet a déjà un impact positif sur la consolidation de la paix ?</i> (1000 lettres max.)</p>	<p>Des avancées se remarquent: Pour arriver à la réduction des cas de VSBG de ½ en communes de Bukirasazi, Gishubi et Nyarusange de la province Gitega, les réseaux communautaires ont initié un modèle de communication et de collaboration permanente, allant de la sous colline à la colline et de la colline à la commune. Ce modèle crée une dynamique importante entre des différents acteurs. En plus, ces structures communautaires ayant déjà des assises fortes, elles contribuent non seulement dans la réduction des conflits liés aux VSBG mais aussi constituent des points d'entrée pour toute autre initiative relative à la consolidation de la paix et au développement.</p>
<p><i>Des effets catalytiques ont-ils été constatés durant la période considérée, y compris en générant de nouveaux engagements de fonds ou en déclenchant / débloquant un processus de paix ?</i> (1000 lettres max.)</p>	<p>Le projet a commencé à étendre ses actions au niveau de trois nouvelles provinces dont Rumonge, Ruyigi et Bubanza. 42 Agents de l'Ordre Judiciaire et des Magistrats de ces provinces ont été formés pendant 4 jours sur les notions de base et le cadre légal sur les VSBG ainsi que la tenue des dossiers et collecte des données de rapport VSBG. Ils ont témoigné qu'il y a maintenant une grande amélioration des connaissances sur les VSBG et un changement opéré dans l'identification et la tenue des dossiers VSBG.</p> <p>Vu l'amélioration significative dans le traitement des dossiers VSBG ainsi que l'effet des réseaux communautaires sur ces questions (exemple de la commune Bukirasazi de Gitega), les partenaires mettant en oeuvre ce projet ont souhaité qu'il y ait extension au niveau nationale pour assurer un impact holistique. Une proposition de projet visant la duplication des effets de ce projet au niveau national est déjà rédigé et attend la première opportunité de financement.</p>
<p><i>Si les progrès ont été lents ou inadéquats, indiquer les raisons principales ainsi que les actions correctrices.</i> (1000 lettres max.)</p>	<p>Au début du projet, les progrès au niveau des résultats se sont mis en place lentement en raison principalement du contexte sécuritaire et politique instable qui a prévalu en cette période. Cependant l'écart a été rattrapé par la suite.</p> <p>Cela a fait que durant les trois premiers mois de l'année 2016, les différentes Institutions étatiques, soient en train de mettre en oeuvre les activités restantes en année I. Pour cette période de rapportage, le projet ayant déjà révisé les plans d'action initiaux, le rythme de leur mise en oeuvre a été accru pour permettre la réalisation de toutes les activités prévues et par conséquent l'atteinte des objectifs initiaux.</p>
<p><i>Quelles sont les activités principales/objectifs visés pour</i></p>	<p>Résultat 1 :</p>

<p><i>le restant de l'année? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer un cadre de dialogue entre les intervenants en matière de lutte contre l'impunité et les violences faites aux femmes (Juillet 2016) - Appuyer le développement d'un guide pour l'évaluation du traitement qualitative des dossiers en matière de violences faites aux femmes (Juillet 2016) - Mettre en place un système de monitoring pour le traitement des cas violences faites aux femmes par la chaîne pénale (Juin 2016) - Suivi de l'opérationnalisation de la base de données VSBG par le Ministère de la Justice et la Police Nationale du Burundi. De Juillet à Décembre 2016 - Assurer que les réseaux communautaires de lutte contre les VSBG gardent une dynamique identique au niveau des trois provinces, zone d'action de ce projet. De Juin à Décembre 2016 - Appuyer les Forces de Défense Nationale à mettre en œuvre une stratégie permettant de lutter contre les VSBG au sein de ce corps Juin 2016
<p><i>Les stratégies/la durée/le budget, etc. du projet doivent-ils être rectifiés? (1000 lettres max.)</i></p>	<p>La crise politique en année I a engendré des retards dans le respect du calendrier initial de mise en oeuvre du projet. La stratégie adoptée pour la période qui reste est d'accélérer les activités pour les six mois restantes afin qu'elles soient toutes accomplies à la fin du projet. Les chronogrammes initiaux ont été révisés et sont en cours de mise en oeuvre. Donc la stratégie, la durée et le budget du projet ne doivent pas être rectifiés.</p>
<p><i>Quel est l'état général de la situation financière du projet (pourcentage du budget utilisé à la date du rapport) – des informations préliminaires. (1000 lettres max.)</i></p>	<p>Le budget global du projet pour les deux années de mise en oeuvre est de 500.000\$. Les dépenses globales enregistrés sont de 253.554,89\$ (50.71%) tandis qu'un montant de 133.705\$ (26.74%) est engagé comme avance durant cette période de rapportage. Pour la période qui reste, le projet aura à dépenser un montant égal à 112.740\$ et va maximiser la mise en oeuvre des activités d'ici fin septembre 2016.</p>
<p><i>Autre information pertinente pour PBSO (et le Comité de Pilotage) sur le projet à ce stade? (1500 lettres max.)</i></p>	<p>En complément aux actions menées par ce projet, le Gouvernement (à travers les 3 Ministères partenaires de ce projet - Ministère de la Justice, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère du Genre) devrait mettre en oeuvre les actions ci-dessous afin que la réponse aux questions des VSBG soit efficace:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Faciliter la mobilité des magistrats et des officiers de police en général pour non seulement arriver aux lieux de crime mais aussi leur permettre de traiter les dossiers VSBG efficacement et dans les limites des délais légaux. -Financer les formations sur les VSBG en général à l'endroit de tous les magistrats et les officiers de police, car même ceux qui bénéficient des renforcements de capacités

sont appelés à être mûtés dans les autres fonctions. Cela permettrait de garder des ressources ayant des potentialités nécessaires.

- Les CDFC sont des structures décentralisés jusqu'au niveau des collines. Si on assure que leur personnel fasse des suivis de traitement des cas de VSBG au niveau des communautés et que ces CDFs continuent de travailler en synergie avec les autres acteurs, la réponse venant de la communauté serait sensiblement améliorée.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le *Cadre de résultats du projet* (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés par les institutions et la communauté.	Indicateur 1.1 Les cas de VSBG sont traités avec diligence dans la chaîne pénale et les droits des victimes sont protégés par les institutions et la communauté	Dossiers clôturés par an :390 dossiers	Augmentation de 20% par an.	Au cours de ce semestre 160 dossiers ont été traités dont 126 clôturés. C'est une proportion de 79% des dossiers fixés.	-Mise en œuvre des chambres spécialisées ainsi le suivi des dossiers en suspens par le Minijustice . -Traitement des dossiers VBG en audiences spéciales dans les TGI	
	Indicateur 1.2 Nombre de mesures spécifiques prises et mises en application pour protéger les victimes de VSBG au niveau des tribunaux	Un projet de loi spécifique sur les VSBG est en cours d'analyse et porte beaucoup de propositions pour protéger les victimes.	4 mesures cibles appliquées au niveau national	1. la loi contre le trafic des êtres humains est en cours de vulgarisation pour son application effective par les tribunaux et la police.	Ceci se réalise grâce aux bonnes relations de partenariat avec le Ministère de la Justice	
Produit 1.1 Un cadre légal et des	Indicateur 1.1.1 Nombre de lois promulguées et	2	4 lois	La loi spécifique contre les VSBG est adoptée par	suite aux actions de plaidoyer	

mécanismes pour la protection des droits des victimes sont mis en place.	instruments ratifiés pour la protection des droits des femmes.			l'Assemblée Nationale et le Séant. 2. Le Gouvenrment a adopté un projet de loi sur la protection des victimes et des témoins.		
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Les capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaine pénale sont renforcées.	Indicateur 1.2.1 Nombre de chambres et sections spécialisées sur les VSBG fonctionnelles.	0	3	Niveau de réalisation:100%. Les chambres spéciales des tribunaux de Grande instance de Kirundo, Rutana et Gitega sont fonctionnelles. Ce projet a permis l'organisation de 24 sessions spéciales et 40 autres sont prévues d'ici la fin du projet.		
	Indicateur 1.2.2 Nombre d'unités décentralisées de l'unité de police en charge de lutter contre les VSBG.	0	3	Trois unités décentralisées de la police sont déjà opérationnelles dans les 3 provinces , zone d'action de ce projet (100% de réalisation). Il est prévu d'en ajouter 3 autres au		

				cours de cette période restante avant la fin du projet.		
Produit 1.3 Les mécanismes de contrôle interne et externe à la chaîne pénale sont renforcés.	Indicateur 1.3.1 Nombre de missions d'inspection technique sur le traitement des cas de VSBG effectués dans les stations de police	0	10	40% des missions d'inspection de la Police sur le traitement des VSBG ont eu lieu dans les trois provinces mais aussi au niveau central.	Suite à l'efficacité du partenariat établi	
	Indicateur 1.3.2 Nombre de missions d'inspection sur le traitement des cas de VSBG effectués auprès de chambres spécialisées.	0	10	40% des descentes ont eu lieu pendant la période de rapportage dans les TGI et parquets et dans les commissariats de police.	Suite à l'efficacité du partenariat établi	
Résultat 2 Les communautés sont sensibilisées et s'engagent à promouvoir et à protéger les droits des victimes des	Indicateur 2.1 Niveau d'augmentation de cas dénoncés par la communauté auprès des postes de police	29 cas de VSBG par mois dans un commissariat de police judiciaire	Augmentation de 20% par an.	39 cas de VSBG répertoriés dans les commissariats de police, sont traités par mois (soit 34.5% de la cible de départ).		
	Indicateur 2.2 % de la	0	70%	60% de la population de la zone d'action du		

VSBG	population des zones cibles sensibilisée attestant avoir changé d'attitudes et de comportement			projet témoigne être conscients des méfaits des VSBG et est entré d'adopter des attitudes positives		
Produit 2.1 Des mécanismes communautaires de prévention des VSBG sont renforcés/ outils	Indicateur 2.1.1 Nombre de réseaux communautaires de lutte contre les VSBG fonctionnels au niveau des collines	0	60	Dans la seule province de Gitega, 63 réseaux collinaires de lutte contre les VSBG sont fonctionnels. Il s'agit des réseaux des communes Bukirasazi, Nyarusange et Gishubi.		
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2 Les populations & particulière ment les hommes et les jeunes disposent des connaissances qui contribuent	Indicateur 2.2.1 Nombre de séances de sensibilisation organisées au niveau collinaire.	0	10 par trimestre	20% des sensibilisations ont été menées par les CDFC en attendant le recrutement des OSC qui vont aider dans ce travail de sensibilisation.	-	-
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'initiatives menées par les	0	15		C'est au 2nd semestre que ces initiatives seront menées.	-

au changement de comportement.	groupes d'hommes, de jeunes et les leaders religieux pour l'élimination des VSBG					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					

	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					